



PASTINNOVA



PRIMA
PARTNERSHIP FOR RESEARCH AND INNOVATION
IN THE MEDITERRANEAN AREA



Le Livre Blanc sur le Pastoralisme en Méditerranée

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le pastoralisme et l'agriculture familiale ne constituent pas un problème en Méditerranée, mais peuvent apporter une solution à de nombreux défis auxquels sont confrontés les pouvoirs publics pour atteindre l'autonomie alimentaire en produits animaux, préserver la biodiversité et revitaliser les territoires ruraux. Les politiques publiques en matière d'élevage, de préservation de l'environnement et de développement rural doivent encourager les innovations en faveur du pastoralisme par des mécanismes de soutien cohérents.

Le Livre blanc sur le pastoralisme en Méditerranée (LBPM) vise à informer et à sensibiliser les décideurs politiques et les parties prenantes aux perspectives des activités pastorales pour relever les défis de la sécurité alimentaire, de la transition agroécologique et du développement socio-économique des zones rurales de la région.

S'appuyant sur l'analyse de plus de 100 innovations sociales et technologiques existantes observées dans 10 pays méditerranéens par le projet Prima PASTINNOVA, le LBPM met en évidence comment les modèles économiques et organisationnels pastoraux peuvent valoriser pleinement leur potentiel comme moteurs de la transition agroécologique de l'élevage en Méditerranée s'ils sont soutenus par des politiques publiques fortes et pertinentes aux niveaux national et régional.

Le document complet est librement accessible en Anglais sur

<https://pastinnova.eu/white-paper-on-pastoralism-mediterranean/>

Bien que, depuis des millénaires, le pastoralisme, grâce à sa résilience face à la pénurie d'eau, aux aléas climatiques et aux variations saisonnières, ait fourni aux populations méditerranéennes locales des produits animaux de qualité, la région méditerranéenne est aujourd'hui confrontée à des défis mondiaux majeurs, avec plusieurs tendances communes :

- > le changement climatique, avec ses sécheresses fréquentes, ses vagues de chaleur et ses processus de désertification ;
- > la croissance démographique, les migrations, l'urbanisation généralisée et la mondialisation des niveaux de vie, ainsi que la marginalisation de l'arrière-pays ;
- > un fort déclin de la mobilité, l'utilisation collective des terres, la fragmentation des terres, la surexploitation et la diminution rapide des ressources en eau et en fourrage ;
- > l'exploitation des terres, le surpâturage, la dégradation des sols, la perte de biodiversité, l'empiètement et les grands incendies de forêt ;
- > le manque de rentabilité économique de nombreux systèmes pastoraux lié au manque de formation et de compétences professionnelles des éleveurs ;
- > le manque de subventions publiques pertinentes pour soutenir les exploitations pastorales extensives productives ;
- > le risque de propagation de zoonoses liées à l'élevage ;
- > la perte des races locales traditionnelles et de la diversité génétique ;
- > le vieillissement de la population agricole, la baisse d'intérêt des jeunes pour le métier d'éleveur, les opportunités d'emploi limitées en milieu rural et l'application insuffisante de méthodes innovantes.

Les pouvoirs publics sont interpellés dans ce WPPM sur les perspectives d'évolution des systèmes d'élevage en Méditerranée en tant que forme innovante de production animale.

Pastinnova a montré que le pastoralisme était un secteur innovant et pouvait répondre à l'ensemble des priorités et objectifs que les politiques publiques doivent aborder et articuler concernant les systèmes pastoraux et les activités connexes en Méditerranée :



PRODUIRE D' AVANTAGE, ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ ET PRÉSERVER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, UNE ALIMENTATION HUMAINE Saine, L'AUTONOMIE ET LA SOUVERAINETÉ

L'ancrage pastoral des activités d'élevage dans le bassin méditerranéen pourrait largement contribuer à développer des solutions opérationnelles pour la refonte de l'ensemble des systèmes de production animale, grâce à un soutien public fort en matière d'ingénierie, de gestion et de logistique, afin de limiter les intrants et les aliments pour animaux externes et d'améliorer les compétences des agriculteurs selon les principes agroécologiques. Les politiques publiques devraient encourager le recours aux innovations technologiques (clôtures virtuelles, outils SIG, fourrages hydroponiques, par exemple) et la gestion des ressources fourragères pastorales. Elles devraient promouvoir un environnement plus favorable aux chaînes de valeur pastorales courtes, à la vente directe et au marketing numérique, et à la mise en relation des éleveurs pastoraux avec des clients potentiels.



PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ, LES PAYSAGES NATURELS, L'ENVIRONNEMENT ET LE PATRIMOINE CULTUREL

La priorité des services publics environnementaux est de préserver la biodiversité et les paysages, en particulier dans les zones autrefois fortement pastorales et aujourd'hui largement abandonnées par les pasteurs. Là où il reste quelques bergers, les pouvoirs publics devraient améliorer leurs conditions d'exercice, en construisant des infrastructures et des routes d'accès aux zones d'estivage, des abris, des maisons et des installations d'été, en assurant l'approvisionnement en eau des pâturages, en promouvant l'architecture locale et en les soutenant par des services de vulgarisation, des formations et la labellisation de leurs produits. Il s'agit notamment de renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique ; face aux risques croissants liés au changement climatique, les politiques publiques devraient privilégier la résilience climatique des systèmes pastoraux. Cela peut se faire en soutenant l'adoption de pratiques climato-intelligentes, telles que les cultures fourragères résistantes à la sécheresse, l'amélioration des techniques de gestion de l'eau et le développement de systèmes de pâturage adaptatifs. Les pouvoirs publics devraient également promouvoir la recherche sur l'impact du changement climatique sur la santé et la productivité du bétail afin d'élaborer des stratégies régionales d'atténuation de ces impacts.



DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES ET L'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES RURAUX

De nouvelles activités pastorales et de production animale innovantes pourraient favoriser l'activité économique et la création d'emplois dans les zones rurales. Le pastoralisme joue un rôle crucial dans le tissu social et économique des communautés rurales et dans le renforcement de la cohésion sociale et économique dans les zones rurales. Les politiques publiques devraient chercher à renforcer la cohésion sociale en veillant à ce que les éleveurs soient intégrés aux processus décisionnels et bénéficient des initiatives de développement régionales et nationales. Les programmes visant à améliorer l'accès aux marchés, aux outils numériques et aux infrastructures contribueront à réduire les inégalités sociales et à garantir le dynamisme et la durabilité économique des zones rurales.

Les projets pastoraux alternatifs pourraient être associés à d'autres activités telles que la prestation de services, l'artisanat, le jardinage et l'agrotourisme. Dans ces modèles, une attention particulière devrait être accordée à l'inclusion et à la participation des acteurs vulnérables (femmes, jeunes, migrants, petits exploitants et personnes menacées de pauvreté). Les activités pastorales devraient attirer de nouveaux entrepreneurs dynamiques. Le soutien des incubateurs d'entreprises pourrait stimuler l'innovation agricole, notamment par le biais d'un coaching personnalisé et d'ateliers thématiques...



PRÉVENIR L'EMBROUSSAILLEMENT ET LA FERMETURE DES PARCOURS, LES INCENDIES DE FORÊT ET LA DÉGRADATION DES TERRES.

En Méditerranée, les pouvoirs publics sont de plus en plus conscients des conséquences de la dégradation des terres, de l'empiètement et de la fermeture de nombreux pâturages sur les risques d'incendies de forêt, de glissements de terrain et d'inondations. Pour assurer leurs missions de protection civile et prévenir ces catastrophes potentielles, les politiques publiques devraient favoriser la (ré)adaptation et la mise en œuvre des pratiques pastorales sylvopastorales grâce à des formations, une diffusion technique et des mesures incitatives.

Cette priorité vise notamment à encourager la sécurité foncière et l'utilisation durable des terres. L'insécurité foncière est un problème crucial pour les éleveurs pastoraux, car elle entraîne souvent des conflits et la fragmentation des pâturages. Les pouvoirs publics devraient garantir aux éleveurs des droits fonciers sécurisés et un accès aux pâturages communs. Les politiques de réforme foncière devraient aborder les questions foncières, prévenir l'accaparement des terres et soutenir les pratiques de gestion communautaire des terres qui garantissent une utilisation durable des ressources foncières pour les générations futures.

Le projet PASTINNOVA a identifié plus de 100 innovations développées par les éleveurs pastoraux du bassin méditerranéen, répondant à une ou plusieurs de ces priorités. Cela démontre que les systèmes pastoraux sont hautement innovants et potentiellement compétitifs, contrairement au stéréotype d'une activité régressive. L'enjeu pour les politiques publiques consiste à soutenir ces innovations tout en répondant à plusieurs priorités des zones agricoles et rurales. Les annexes du Livre blanc donnent des exemples d'innovations en faveur d'un pastoralisme durable et de politiques nationales mises en œuvre dans les 12 pays du projet